

RCS : ARRAS Code greffe : 6201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ARRAS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

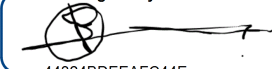
Numéro de gestion : 2018 B 01129 Numéro SIREN : 823 921 788 Nom ou dénomination : 2XL FRANCE
--

Ce dépôt a été enregistré le 16/07/2021 sous le numéro de dépôt 5378

Bilan actif

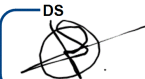
	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2020	Net 31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	12 500	7 986	4 514	8 681
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	71 957	6 236	65 721	68 599
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	4 314 999	1 020 005	3 294 994	3 785 600
Immobilisations corporelles en cours	755 250		755 250	
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	5 154 706	1 034 227	4 120 479	3 862 879
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				186
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	1 329 759		1 329 759	1 445 807
Autres créances	646 689		646 689	422 096
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	524 550		524 550	34 262
Charges constatées d'avance (3)	1 058		1 058	18 502
TOTAL ACTIF CIRCULANT	2 502 057		2 502 057	1 920 852
Frais d'émission d'emprunt à étaler	28 797		28 797	31 776
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	7 685 560	1 034 227	6 651 333	5 815 508
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)			205 000	

CERTIFIE
CONFORME

DocuSigned by:

 44324BDEEAFC44E...

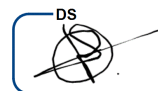
Bilan passif

	31/12/2020	31/12/2019
CAPITAUX PROPRES		
Capital	427 500	50 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-284	-153 072
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	15 673	-469 712
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	442 888	-572 784
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	292 000	292 000
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	292 000	292 000
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	3 144 783	3 151 727
Emprunts et dettes financières diverses (3)	1 300 206	2 126 069
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		7 044
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	949 874	280 147
Dettes fiscales et sociales	483 127	531 305
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	38 454	
Produits constatés d'avance (1)		
TOTAL DETTES	5 916 445	6 096 292
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	6 651 333	5 815 508
(1) Dont à plus d'un an (a)	2 100 714	2 628 033
(1) Dont à moins d'un an (a)	3 815 731	3 461 215
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		



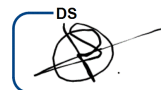
Compte de résultat

	France	Exportations	31/12/2020	31/12/2019
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	5 366 407		5 366 407	5 575 052
Chiffre d'affaires net	5 366 407		5 366 407	5 575 052
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			144 193	202 168
Autres produits			6	7
Total produits d'exploitation (I)			5 510 606	5 777 227
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				1 394
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			3 355 843	4 131 233
Impôts, taxes et versements assimilés			154 241	32 808
Salaires et traitements			898 348	964 996
Charges sociales			256 939	309 547
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			497 650	466 272
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			3	39
Total charges d'exploitation (II)			5 163 024	5 906 289
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			347 582	-129 061
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)				
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			314 780	340 103
Différences négatives de change				1
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			314 780	340 104
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-314 780	-340 104
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			32 801	-469 165



Compte de résultat (suite)

	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	17 129	547
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)	17 129	547
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-17 129	-547
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
Total des produits (I+III+V+VII)	5 510 606	5 777 227
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	5 494 933	6 246 940
BENEFICE OU PERTE	15 673	-469 712
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier	1 565 211	1 493 322
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		



COMPTES ANNUELS

2020

Période du 01/01/2020 au 31/12/2020

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SASU 2XL FRANCE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020, dont le total est de 6 651 333 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 15 673 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 31/12/2020 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2020 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié par le règlement ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016 homologué par arrêté du 6 Décembre 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 3 ans
- * Terrains et aménagements : 50 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

DS

Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont répartis sur la durée de l'emprunt.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont prises en compte immédiatement dans les produits de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0,34 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 0 %
- Table de taux de mortalité : INSEE 2018

Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 n'a pas eu d'impact significatif sur le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'entreprise. Néanmoins, étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

DS

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

La crise sanitaire liée au Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 constituent un événement majeur au 31/12/2020

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, l'entreprise constate que cette crise sanitaire n'a pas d'impact significatif.

L'entreprise a mis en action un plan de continuité de l'activité en utilisant la mesure suivante :

- recours à l'activité partielle pour une partie du personnel

Eu égard à ces mesures et à la situation de l'entreprise à la date de l'arrêté des comptes du 31/12/2020, elle estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

DS

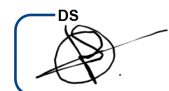


Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	12 500			12 500
Immobilisations incorporelles	12 500			12 500
- Terrains	71 957			71 957
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	3 019 743			3 019 743
- Matériel de transport	1 082 965			1 082 965
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	212 291			212 291
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours		755 250		755 250
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	4 386 956	755 250		5 142 206
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	4 399 456	755 250		5 154 706



Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		755 250		755 250
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		755 250		755 250
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 819	4 167		7 986
Immobilisations incorporelles	3 819	4 167		7 986
- Terrains	3 358	2 878		6 236
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	247 008	238 354		485 362
- Matériel de transport	233 994	209 793		443 787
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	48 397	42 458		90 855
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	532 758	493 484		1 026 241
ACTIF IMMOBILISE	536 577	497 650		1 034 227

DS

Notes sur le bilan

Actif circulant

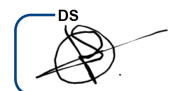
Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 977 507 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 329 759	1 329 759	
Autres	646 689	441 689	205 000
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	1 058	1 058	
Total	1 977 507	1 772 507	205 000
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Charges sociales - produits à recev	507
Total	507



Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 427 500,00 euros décomposé en 5 000 titres d'une valeur nominale de 85,50 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	5 000	10,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	5 000	85,50

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 29/06/2020.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	-153 072
Résultat de l'exercice précédent	-469 712
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	-622 784
Affectations aux réserves	
Distributions	
Autres répartitions	-622 500
Report à Nouveau	-284
Total des affectations	-622 784

Les subventions ont été mises en capitaux propres.

Il s'agit de la prime d'aménagement du territoire et de la prime de la région.

S'agissant de subventions accordées sous conditions résolutoires, l'entreprise doit restituer la subvention en cas de non-respect des conditions fixées dans la subvention.

Craignant de ne pas atteindre le seuil des effectifs prévus dans la convention, la société a, par mesure de prudence, comptabilisé une provision pour risque de restitution de 50% des subventions octroyées.

DS

Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2020	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2020
Capital	50 000		1 000 000	622 500	427 500
Report à Nouveau	-153 072	-284	-284	-153 072	-284
Résultat de l'exercice	-469 712	469 712	15 673	-469 712	15 673
<i>Autres répartitions</i>		-622 500			
Total Capitaux Propres	-572 784	-153 072	1 015 388	-284	442 888

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques	292 000				292 000
et charges					
Total	292 000				292 000
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 5 916 445 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	3 144 783	1 044 069	2 100 714	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	1 100 000	1 100 000		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	949 874	949 874		
Dettes fiscales et sociales	483 127	483 127		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	238 661	238 661		
Produits constatés d'avance				
Total	5 916 445	3 815 731	2 100 714	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	1 006 944			
(**) Dont envers les associés	200 206			

Un emprunt de 1 400 000 euros a été souscrit auprès du groupe en complément de celui de l'année précédente de 700 000 euros.

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	25 126
Dettes provis. pr congés à payer	73 090
Dettes provis. pr partic. salariés	4 656
Charges sociales s/congés à payer	22 867
Charges sociales - charges à payer	12 540
Etat - autres charges à payer	224
Clients - RRR à accorder	38 454
Total	176 957

DS

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	1 058		
Total	1 058		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis			
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	5 316 631		5 316 631
Ventes de marchandises			
Produits des activités annexes	49 776		49 776
TOTAL	5 366 407		5 366 407

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

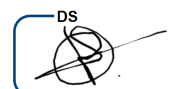
Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 6 650 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Résultat financier

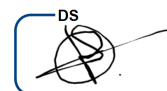
	31/12/2020	31/12/2019
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	314 780	340 103
Différences négatives de change		1
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	314 780	340 104
Résultat financier	-314 780	-340 104



Notes sur le compte de résultat

Transferts de charges d'exploitation et financières

Nature	Exploitation	Financier
Transfert de charges d'exploitation		
79100000 - Transfert de charges d'exploitation	12 332	
79106400 - Transfert de charges gestion paie	26 913	
79106500 - Transfert de charges gestion paie	101 280	
79156400 - Transfert de charges gestion paie	3 667	
	144 193	
Total	144 193	



Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 30 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	1	
Agents de maîtrise et techniciens	7	
Employés	6	
Ouvriers	17	
Total	31	

Engagements financiers

Crédit-Bail

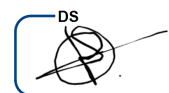
Redevances HT restant dues sur opérations de crédit-bail immobilier : 21 143 017 euros.

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 58 730 euros

Les engagements de retraite ont été évalués selon la méthode rétrospective avec salaire actuel.

Pour un régime à prestations définies, il est fait application de la recommandation n°2003-R.01 du 1er avril 2003.



2XL FRANCE

Société Par Actions Simplifiée au capital de 427 500.00 €

Siège social : Adret du 116-117 Bâtiment LB1

Zone Logistique B

62119 DOURGES

823 921 788 RCS ARRAS

TEXTE DE LA DECISION ANNUELLE D'AFFECTATION DE RESULTAT PROPOSEE ET ADOPTEE PAR L'ASSOCIE UNIQUE DU 30 JUIN 2021

DEUXIEME DECISION

L'associé unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2020, s'élevant à 15 672.79 €, de la manière suivante :

- Un résultat de 15 672.79 €
- Une somme de - 284.43 €
à l'amortissement du compte "Report à nouveau" débiteur de pareil montant
- Une somme de 769.42 €
représentant au moins 5 % du bénéfice, au compte de "réserve légale",
- Une somme de 14 618.94 €
affectée, pour solde, au compte "Autres réserves".

L'associé unique, pour répondre aux prescriptions de l'article 243 bis du Code général des impôts, rappelle qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes, au titre des trois exercices précédents.

DocuSigned by:

44324BDEEAF4E...

**Certifié conforme par la Société Présidente IMMOPORTFOLIO SA
représentée par Monsieur BALCAEN Pieter**

A E Q U I T A S A U D I T

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
Inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes,
rattachée à la Compagnie Régionale des Hauts-de-France



G R E F F E

2XL FRANCE

Société par Actions Simplifiée au capital de 427 500 euros

RCS ARRAS 823 921 788

Siège social :

Adret du 116-117 – Bâtiment LB1

Zone Logistique B

62119 DOURGES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2020



Associés Gérants
Jean-François DARROUSEZ
Arnaud DHAUSSY
Marc DUBOIS
Benoît VANDERSCHULDEN

Associés
Hervé JOORIS
Valérie LECOEUVE
Christophe LEWANDOWSKI

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

Inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux
Comptes rattachée à la CRCC des HAUTS-DE-FRANCE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'attention de l'Associée Unique de la Société par Actions Simplifiée 2XL FRANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décisions de l'Associée unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société par Actions Simplifiée 2XL FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Présidente et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associée Unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Présidente.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

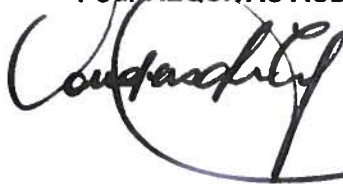
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Madeleine, le 15 juin 2021

Pour AEQUITAS AUDIT



Benoit VANDERSCHULDEN
Commissaire aux Comptes



Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2020	Net 31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	12 500	7 986	4 514	8 681
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	71 957	6 236	65 721	68 599
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	4 314 999	1 020 005	3 294 994	3 785 600
Immobilisations corporelles en cours	755 250		755 250	
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	5 154 706	1 034 227	4 120 479	3 862 879
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				186
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	1 329 759		1 329 759	1 445 807
Autres créances	646 689		646 689	422 096
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	524 550		524 550	34 262
Charges constatées d'avance (3)	1 058		1 058	18 502
TOTAL ACTIF CIRCULANT	2 502 057		2 502 057	1 920 852
Frais d'émission d'emprunt à étaler	28 797		28 797	31 776
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	7 685 560	1 034 227	6 651 333	5 815 508

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an (brut)

(3) Dont à plus d'un an (brut)

205 000



Bilan passif

	31/12/2020	31/12/2019
CAPITAUX PROPRES		
Capital	427 500	50 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-284	-153 072
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	15 673	-469 712
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	442 888	-572 784
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	292 000	292 000
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	292 000	292 000
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	3 144 783	3 151 727
Emprunts et dettes financières diverses (3)	1 300 206	2 126 069
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		7 044
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	949 874	280 147
Dettes fiscales et sociales	483 127	531 305
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	38 454	
Produits constatés d'avance (1)		
TOTAL DETTES	5 916 445	6 096 292
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	6 651 333	5 815 508

(1) Dont à plus d'un an (a)	2 100 714	2 628 033
(1) Dont à moins d'un an (a)	3 815 731	3 461 215
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		



Compte de résultat

	France	Exportations	31/12/2020	31/12/2019
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	5 366 407		5 366 407	5 575 052
Chiffre d'affaires net	5 366 407		5 366 407	5 575 052
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			144 193	202 168
Autres produits			6	7
Total produits d'exploitation (I)			5 510 606	5 777 227
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				1 394
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			3 355 843	4 131 233
Impôts, taxes et versements assimilés			154 241	32 808
Salaires et traitements			898 348	964 996
Charges sociales			256 939	309 547
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			497 650	466 272
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			3	39
Total charges d'exploitation (II)			5 163 024	5 906 289
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			347 582	-129 061
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)				
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			314 780	340 103
Différences négatives de change				1
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			314 780	340 104
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-314 780	-340 104
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			32 801	-469 165



Compte de résultat (suite)

	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	17 129	547
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)	17 129	547
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-17 129	-547
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
Total des produits (I+III+V+VII)	5 510 606	5 777 227
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	5 494 933	6 246 940
BENEFICE OU PERTE	15 673	-469 712

(a) Y compris :

- Redevances de crédit-bail mobilier

- Redevances de crédit-bail immobilier

1 565 211

1 493 322

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) Dont produits concernant les entités liées

(4) Dont intérêts concernant les entités liées



COMPTES ANNUELS

2020

Période du 01/01/2020 au 31/12/2020

Annexe



Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SASU 2XL FRANCE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020, dont le total est de 6 651 333 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 15 673 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 31/12/2020 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2020 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié par le règlement ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016 homologué par arrêté du 6 Décembre 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 3 ans
- * Terrains et aménagements : 50 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.



Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont répartis sur la durée de l'emprunt.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont prises en compte immédiatement dans les produits de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0,34 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 0 %
- Table de taux de mortalité : INSEE 2018



Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 n'a pas eu d'impact significatif sur le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'entreprise. Néanmoins, étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

La crise sanitaire liée au Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 constituent un événement majeur au 31/12/2020

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, l'entreprise constate que cette crise sanitaire n'a pas d'impact significatif.

L'entreprise a mis en action un plan de continuité de l'activité en utilisant la mesure suivante :

- recours à l'activité partielle pour une partie du personnel

Eu égard à ces mesures et à la situation de l'entreprise à la date de l'arrêté des comptes du 31/12/2020, elle estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	12 500			12 500
Immobilisations incorporelles	12 500			12 500
- Terrains	71 957			71 957
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	3 019 743			3 019 743
- Matériel de transport	1 082 965			1 082 965
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	212 291			212 291
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours		755 250		755 250
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	4 386 956	755 250		5 142 206
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	4 399 456	755 250		5 154 706



Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		755 250		755 250
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		755 250		755 250
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 819	4 167		7 986
Immobilisations incorporelles	3 819	4 167		7 986
- Terrains	3 358	2 878		6 236
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	247 008	238 354		485 362
- Matériel de transport	233 994	209 793		443 787
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	48 397	42 458		90 855
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	532 758	493 484		1 026 241
ACTIF IMMOBILISE	536 577	497 650		1 034 227



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 977 507 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 329 759	1 329 759	
Autres	646 689	441 689	205 000
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	1 058	1 058	
Total	1 977 507	1 772 507	205 000

Prêts accordés en cours d'exercice

Prêts récupérés en cours d'exercice

Produits à recevoir

	Montant
Charges sociales - produits à recev	507
Total	507



Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 427 500,00 euros décomposé en 5 000 titres d'une valeur nominale de 85,50 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	5 000	10,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	5 000	85,50

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 29/06/2020.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	-153 072
Résultat de l'exercice précédent	-469 712
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	-622 784
Affectations aux réserves	
Distributions	
Autres répartitions	-622 500
Report à Nouveau	-284
Total des affectations	-622 784

Les subventions ont été mises en capitaux propres.

Il s'agit de la prime d'aménagement du territoire et de la prime de la région.

S'agissant de subventions accordées sous conditions résolutives, l'entreprise doit restituer la subvention en cas de non-respect des conditions fixées dans la subvention.

Craignant de ne pas atteindre le seuil des effectifs prévus dans la convention, la société a, par mesure de prudence, comptabilisé une provision pour risque de restitution de 50% des subventions octroyées.



Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2020	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2020
Capital	50 000		1 000 000	622 500	427 500
Report à Nouveau	-153 072	-284	-284	-153 072	-284
Résultat de l'exercice	-469 712	469 712	15 673	-469 712	15 673
Autres répartitions		-622 500			
Total Capitaux Propres	-572 784	-153 072	1 015 388	-284	442 888

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	292 000				292 000
Total	292 000				292 000

Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :

Exploitation
Financières
Exceptionnelles



Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 5 916 445 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	3 144 783	1 044 069	2 100 714	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	1 100 000	1 100 000		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	949 874	949 874		
Dettes fiscales et sociales	483 127	483 127		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	238 661	238 661		
Produits constatés d'avance				
Total	5 916 445	3 815 731	2 100 714	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	1 006 944			
(**) Dont envers les associés	200 206			

Un emprunt de 1 400 000 euros a été souscrit auprès du groupe en complément de celui de l'année précédente de 700 000 euros.

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	25 126
Dettes provis. pr congés à payer	73 090
Dettes provis. pr partic. salariés	4 656
Charges sociales s/congés à payer	22 867
Charges sociales - charges à payer	12 540
Etat - autres charges à payer	224
Clients - RRR à accorder	38 454
Total	176 957



Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	1 058		
Total	1 058		



Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis			
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	5 316 631		5 316 631
Ventes de marchandises			
Produits des activités annexes	49 776		49 776
TOTAL	5 366 407		5 366 407

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 6 650 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Résultat financier

	31/12/2020	31/12/2019
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	314 780	340 104
Résultat financier	-314 780	-340 104



Notes sur le compte de résultat

Transferts de charges d'exploitation et financières

Nature	Exploitation	Financier
Transfert de charges d'exploitation		
79100000 - Transfert de charges d'exploitation	12 332	
79106400 - Transfert de charges gestion paie	26 913	
79106500 - Transfert de charges gestion paie	101 280	
79156400 - Transfert de charges gestion paie	3 667	
	144 193	
Total	144 193	



Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 30 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	1	
Agents de maîtrise et techniciens	7	
Employés	6	
Ouvriers	17	
Total	31	

Engagements financiers

Crédit-Bail

Redevances HT restant dues sur opérations de crédit-bail immobilier : 21 143 017 euros.

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 58 730 euros

Les engagements de retraite ont été évalués selon la méthode rétrospective avec salaire actuel.

Pour un régime à prestations définies, il est fait application de la recommandation n°2003-R.01 du 1er avril 2003.

